

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre « Institutionalization from below: The unions and social movements - 1970s Italy ».

La traduction a été réalisée en février 2013 par le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs). Le texte a été féminisé et quelques notes complémentaires du CATS ont été ajoutées.

D'autres traductions subversives sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

L'institutionnalisation par en bas : Les syndicats et les mouvements sociaux dans l'Italie des années 1970.

Un chapitre de l'excellent livre de Robert Lumley sur les luttes de masses en Italie dans les années 60 et 70 qui détaille comment les syndicats regagnèrent le contrôle des mouvements sociaux et les canalisèrent dans une politique « représentative ».

« *States of Emergency, Cultures of Revolt in Italy from 1968 to 1978* » (« *États d'urgence. Culture de la révolte en Italie de 1968 à 1978* ») par Robert Lumley. Première publication par Verso en 1990.

Chapitre 17.

La distinction entre les stratégies et les processus d'institutionnalisation « par en haut » et « par en bas » peut être trompeuse. Premièrement, parce que cela suggère une division topographique qui est trop absolue. Par exemple, l'amnistie déclarée en 1970 fut en fin de compte le résultat d'une décision politique prise par le gouvernement, mais elle fut aussi demandée par les mouvements sociaux, les syndicats et les partis de gauche. Deuxièmement, cela suggère une certaine cohérence de conception ou le déploiement d'une logique inévitable, alors que la confusion des événements est en contradiction avec une telle analyse. Néanmoins, la distinction peut être utile si on tient compte de ces choses. Comme cela a été vu, il n'y avait pas de pénurie de pensée stratégique parmi les puissantEs, mais elle était incohérente et contradictoire, allant des stratégies de tension à des projets de pluralisme ordonné. Par contraste, les syndicats étaient plus cohérents en s'attaquant à mettre leur maison en ordre et en donnant une forme institutionnelle au magma du mécontentement.

Les syndicats sur le lieu de travail

Durant l'Automne Chaud (l'automne 1969 est marqué par une flambée des luttes ouvrières, des occupations, des affrontements, particulièrement dans le Nord industriel – Note du CATS), les syndicats récupérèrent un contrôle général du mouvement de grève, mais cela impliquait de « chevaucher le tigre » (c'est à dire le mouvement). C'était un mouvement caractérisé par des revendications non négociables, des formes d'action excessives et une participation populaire directe dans la prise de décision – pas la sorte de conduite conçue pour construire une organisation syndicale. Toutefois, dans la période d'après contrat, quelques unes des conditions spéciales qui avaient rendu possible un tel mouvement furent

éliminées. La signature des contrats pour tous les secteurs termina la saison des contrats – une condition institutionnelle clé pour la mobilisation généralisée. 1968-69 fut un de ces moments exceptionnels où la protestation populaire fit éruption dans la politique nationale.

Mais les attentes de changement radical ne pouvaient s'exacerber indéfiniment. Ce n'étaient pas seulement les groupes dirigeants qui définissaient les événements comme anormaux ou exceptionnels, et par conséquent comme une « phase passagère ». Les syndicats, eux aussi, s'inquiétaient du fait que le mouvement de masse devait être canalisé dans une organisation plus stable et durable nécessaire aux « temps normaux ». Ils cherchaient à faire des demandes négociables, à diriger l'action directe industrielle vers leur obtention et à standardiser les structures de représentation. En d'autres termes, les représentantEs syndicaux/ales visaient à discipliner le mouvement de façon à ce que les travailleurs/euses agissent à travers les organisations qui les représentent, et pas en dehors d'elles. L'institutionnalisation du mouvement peut être vue de manière particulièrement claire par rapport à la réorganisation de la représentation. Le premier moment du processus fut marqué par la scission en deux composantes du nouveau sujet collectif formé dans les luttes : les participantEs – la minorité active avec un intérêt dans le pouvoir – qui tendaient à devenir représentantEs et les non participantEs, qui tendaient à déléguer la responsabilité¹. Un des exemples les plus dramatiques de cela se produisit à la FIAT à Turin, où la campagne d'opposition à la formalisation du rôle de déléguéEs fut menée sous le slogan « Nous sommes tous délégués ». Les travailleurs/euses rejoignirent les syndicats et acceptèrent les déléguéEs en masse, malgré leur refus initial. De façon similaire, à Milan, chez Alfa Romeo, Pirelli et Sit Siemens, où les travailleurs/euses avaient montré une considérable auto-organisation, spécialement au niveau de l'atelier, le radicalisme anti-syndical avait peu de défenseurs. Lotta Continua, en particulier, soutenait que les déléguéEs étaient « un instrument avec lequel les syndicats imposent leur ligne et répriment les avant-gardes » et que la structure syndicale leur imposait d'entrer dans des luttes « corporatives et sectorielles ». Elle opposait lutte prolétarienne et démocratie au parlementarisme et à la démocratie bidon². Toutefois un tel raisonnement tombait à plat.

La scission entre les déléguéEs et la majorité des travailleurs/euses n'était ni soudaine ni absolue, à la différence de la rupture dans les relations entre les « mouvementistes » du style Lotta Continua et le mouvement dans les usines. Au long de 1970-71 les niveaux de participation lors des meetings restèrent hauts et les décisions étaient prises contre les souhaits des représentantEs syndicaux/ales. De nombreux aspects des structures de déléguéEs, qui étaient officiellement acceptées comme base de la réorganisation syndicale par la CGIL en décembre 1970, portaient l'empreinte du mouvement depuis le bas ; par exemple, les déléguéEs étaient éluEs par tous/tes les travailleurs/euses, ils/elles représentaient un groupe homogène (par exemple la fonderie), ils/elles étaient susceptibles de se souvenir et ils/elles étaient habilitéEs à négocier au niveau de l'usine. En effet, c'était seulement comme résultat des luttes du mouvement qu'ils/elles avaient gagné au début leur reconnaissance de la part de la direction et avaient remplacé les commissions internes³. La résistance de la direction était souvent féroce et les travailleurs devaient constamment lutter pour leurs droits. Chez Borletti, la reconnaissance ne fut pas concédée avant 1972 et quand les déléguéEs venaient en masse pour négocier, ils/elles étaient régulièrement refoulés⁴.

La tendance à la séparation entre les leaders informelEs, qui émergèrent durant l'Automne Chaud, et les travailleurs/euses de base avaient de nombreuses causes issues des divisions au sein de la classe ouvrière. Des études sur la représentation dans les usines dans la province de Milan pour 1970 et 1973 montrent

¹ Alessandro Pizzorno, « *Due logiche dell'azione di classe* », pp. 28-32.

² Lotta Continua, 7 Février 1970.

³ Ida Regalia, « *Rappresentanza operaia e sindacato* », pp. 215-16.

⁴ Interview de Rina Barbieri.

que les femmes et les travailleurs/euses immigrantEs demeuraient lourdement sous-représentéEs, tandis que les travailleurs/euses plus jeunes et que les semi-qualifiéEs étaient mieux représentées⁵. Même quand les femmes étaient en majorité, elles choisissaient habituellement des travailleurs hommes pour les représenter. Il était rare de voir un visage de femme dans des positions d'autorité. Seules six des 185 représentantEs des syndicats de la mécanique en Lombardie étaient des femmes⁶. Le manque de représentation ne résultait pas, bien sûr, directement du déclin du mouvement après 1969, mais il fut exacerbé par celui-ci. La participation des femmes travailleuses dans les conflits industriels avait des caractéristiques spécifiques. Ida Regalia a observé à propos de Sit Siemens à Milan :

« Il semble y avoir une corrélation négative entre le militantisme et la syndicalisation dans les moments de pleine mobilisation, dans ce cas les femmes... sont les plus actives (dans les marches, les piquets, les manifestations) et les plus déterminées à adopter des formes extrêmes d'action. Les femmes, typiquement, utilisent des débrayages éclairs qui sont « expressifs » et leurs revendications demeurent latentes ou sont des fins en soi (contre la vitesse de la ligne, les contremaîtres et le travail aux pièces)⁷ ».

En d'autres termes, les femmes travailleuses tendaient à ne pas être des membres réguliers des syndicats, mais elles étaient souvent les plus en colère et intransigeantes durant les mobilisations. Avec le retour de la « normalité », les femmes travailleuses tendaient de nouveau à déléguer la prise de décision aux organisateurs hommes.

Les raisons de cette conduite « imprévisible » peuvent être trouvées dans une histoire longue et complexe – une histoire qui fut largement cachée à la vue jusqu'à ce qu'elle soit ramenée à la lumière par le mouvement féministe dans les années 1970⁸. Le fardeau du travail à la maison aussi bien qu'à l'extérieur de celle-ci, le turnover élevé dans les emplois féminins et la prédominance de l'idée du salaire familial ramené par l'homme (toutes choses tenues pour acquises par les syndicats) – tout ceci n'était que quelques uns des facteurs décourageant la participation régulière des femmes dans le mouvement ouvrier. Toutefois, la grande majorité des représentants d'atelier voyait les femmes travailleuses comme émotives, peu dignes de confiance et difficiles. Le problème, pour eux, paraissait être de manière croissante un problème de discipline et d'ordre plutôt que d'approfondissement de la participation démocratique.

Cette préoccupation était généralisée et portait sur comment adapter le syndicat à une situation moins conflictuelle. Beaucoup de meneurs/euses activistes devinrent des organisateurs/rices syndicaux/ales à plein temps après 1969, tandis qu'en 1970 plus de 50% des déléguéEs démissionnèrent⁹. Les syndicats n'inventèrent pas le tournant de l'organisation comme une réponse aux problèmes dans le sillage de l'Automne Chaud. La renaissance du léninisme, pour donner un autre exemple, n'était qu'un autre symptôme d'un changement culturel opposé aux idéologies de spontanéité et favorable à celles de l'organisation. C'était une phase qui vit les « organisateurs/rices » donner la priorité à la croissance organisationnelle – une tendance que Piven et Cloward ont décrit comme cela :

« La présomption de la plupart des réformistes et des révolutionnaires qui avaient essayé d'organiser les plus basses classes...était qu'une fois que les ressources économiques et politiques d'un nombre au moins

⁵ Guido Romagnoli, *Consigli di fabbrica e democrazia sindacale*, Milan 1976, pp. 168-87.

⁶ Gian Primo Cella, « La composizione sociale e politica degli apparati sindacali metalmeccanici della Lombardia », *Prospettiva Sindacale*, 1^{er} Avril 1973, p.11.

⁷ Ida Regalia, *Lotte operaie e sindacato*, vol. 4, p. 101.

⁸ Voir partie IV, chapitre 21, pp.325-9.

⁹ I. Regalia, « *Rappresentanza operaia e organizzazione sindacale* » pp.220-3.

modeste de gens sont combinées dans une action disciplinée, publique ou privée, les élites seront forcées d'accorder les concessions nécessaires au maintien et à l'élargissement de l'affiliation de masse¹⁰ ».

Les délégués ne comprenaient pas l'usage privé du temps récupéré¹¹.

Toutefois, tandis que parmi les délégués dont les expériences formatrices étaient celles de protagonistes d'un mouvement social, il y avait un intense désir de représenter les intérêts de leurs camarades de travail, sacrifiant temps libres et primes dans ce processus, les syndicats étaient moins disposés à les sujets de la démocratie par en bas. Il y avait en leur sein une résistance considérable à la formation des nouvelles structures de délégués. Les sections des travailleurs/euses de la mécanique des syndicats salopèrent ensemble un compromis à leur première conférence unitaire en mars 1970 ; le conseil d'usine composé de délégués fut accepté comme étant la nouvelle unité d'organisation dans l'usine, mais à la condition que les branches syndicales et les commissions internes les installent, continuant pendant ce temps à représenter les travailleurs/euses de leur propre initiative. Au moment de la conférence l'année suivante, environ 168 conseils d'usines avaient été constitués dans la province de Milan mais sans soutien syndical. La conférence accepta par conséquent les conseils d'usines comme les successeurs des autres organismes. Les confédérations toutefois furent plus prudentes. La CGIL appela au report de la décision pour après la réunification espérée des syndicats, avant de changer sa position en janvier 1972. Pendant ce temps la CISL favorisait le renforcement des structures existantes¹².

Parmi les syndicats à Milan, seule la FIM-CISL (FIM : Federazione Italiana Metalmeccanici, la fédération des ouvriers de la métallurgie et de la construction mécanique de la CISL, son équivalent pour la GCIL est la FIOM – Note du CATS) défendit de manière conséquente les nouvelles formes de démocratie d'atelier¹³. Cependant, même cet organe non conformiste montra de l'inquiétude à propos de l'émergence de forces en dehors du contrôle syndical. Un article, écrit par un porte parole important de la gauche de la CISL, recommandait :

« La tâche des révolutionnaires sérieux/ses n'est pas de faire des conjectures sur le communisme de conseil, réduisant la question du syndicat à son usage comme un instrument pour d'autres objectifs, mais d'appliquer leurs énergies pour transformer radicalement les syndicats, malgré l'opposition politique et bureaucratique ».

Il mettait en garde contre le danger de produire une situation à l'anglaise, caractérisée par des shop stewards (délégués d'atelier) qui étaient corporatistes¹⁴. Les syndicats italiens voulaient être sûrs que la nouvelle démocratie était canalisée à travers leurs organisations.

Les directions syndicales voulaient empêcher la démocratie de la base de menacer les délicats compromis passés entre les confédérations. Les nouveaux organismes devaient être sujets à ce que la CGIL appelait

¹⁰ F. Piven et R. Cloward, *Poor People's Movements*, pp. X-XI.

¹¹ Pietro Marcenaro fait une observation intéressante de comment les travailleurs/euses politisés et les délégués activistes de l'après 1969 condamnaient les travailleurs/euses qui « sauvaient du temps » (en travaillant super vite pendant de courtes périodes etc...) afin de pouvoir jouer aux cartes. La moindre minute des résistances « privées » quotidiennes étaient soumise à un examen collectif minutieux en la personne du/de la déléguéE ; le/la déléguéE concevait l'usine comme « centrale à la politique et comme le point de départ du changement social » et détestait l'usage individuel de temps qui avait besoin d'être contrôlé par la collectivité ; P. Marcenaro, *Riprendere Tempo*, Turin 1981, pp. 60-1.

¹² G. Romagnoli, *Consigli di fabbrica*, pp.68-70.

¹³ Sandro Antoniazzi, « Per lo sviluppo dei consigli », *Dibattito Sindacale*, Novembre-Décembre 1970, pp. 5-12.

¹⁴ G. Sclavi, *Due CISL*, pp. 23-8.

le « critère général et obligatoire qui donne une unité politique aux structures »¹⁵. En d'autres termes, ils devaient être compatibles avec les organisations existantes et par conséquent ressembler autant que possible aux commissions internes.

Les syndicats cherchaient par conséquent à institutionnaliser le mouvement. Cela fut atteint, spécialement à partir de 1972 et après, par plusieurs moyens. Pizzorno écrit :

« Par dessus tout, les candidatEs étaient choisiEs d'après les listes syndicales. Ensuite, spécialement dans les cas d'oppositions entre la direction et la base, les circonscriptions électorales étaient élargies, dissolvant de cette façon la représentation homogène de groupe¹⁶.

Ensuite, le pouvoir de négociation fut centralisé dans les mains du Comité Exécutif du conseil d'usine. Les déléguéEs devinrent importantEs seulement dans les moments de mobilisation quand un réseau étendu d'activistes était requis. Le rôle de la section et des meetings d'usine fut restreint ; d'organes souverains du mouvement dans lesquels la participation impliquait d'être physiquement présentEs, d'exprimer des opinions et d'allouer des tâches, ils devinrent des occasions de plébiscites ; ils tendirent à prendre le caractère de manifestations, avec de longs discours des représentantEs, des agendas mis en concordance avec les stratégies syndicales générales, et des rituels conçus pour affirmer une identité collective et minimiser les démonstrations de dissensions¹⁷.

Bien que les nouvelles formes de représentation dérivèrent leur nom et leurs pouvoirs croissants du mouvement de l'Automne Chaud, les aspirations à reconstruire les syndicats (pour ne pas parler de la société) dans leur image furent défaits. De manière similaire, les revendications et les formes de lutte radicales développées par le mouvement furent adaptées pour faciliter la négociation. Une des innovations les plus significatives fut le dénommé « Inquadramento Unico » que les syndicats promurent en 1972. Cela entraîna une « quadrature du cercle » en essayant de réorganiser le système de classification pour reconnaître à la fois les compétences et les revendications pour la parité et la réduction des grades. Dans sa quintessence, en requérant une connaissance technique extensive et des capacités de négociations, et en fournissant un cadre pour atteindre des compromis. En tant que tel, il privilégiait le rôle des représentantEs syndicaux/ales et la construction d'un appareil complexe pour traiter les désaccords¹⁸.

Les syndicats et la protestation sociale

Les processus clés d'institutionnalisation du mouvement ouvrier se concentraient sur la consolidation par les syndicats des gains de l'Automne Chaud. Établir le contrôle sur les travailleurs/euses était une pré-condition nécessaire de leur stratégie destinée à gagner une plus grande influence au sein de la société civile et de l'État. Pizzorno a formulé cette relation en terme d'« échange politique » dans lequel les syndicats garantissent le consensus au sein du système en échange de bénéfices conférés par l'État¹⁹. Dans ce cadre, l'équivalent de la grève est le retrait de la coopération. L'Automne Chaud impliquait un tel retrait (bien que les syndicats ne soient pas responsables en première instance de cela) et le grand succès

¹⁵ G. Romagnoli, *Consigli di fabbrica*, p. 76.

¹⁶ A. Pizzorno, « *Due logiche dell'azione di classe* », pp. 28-9.

¹⁷ I. Regalia, « *Le assemblee* », pp. 107-8.

¹⁸ Tatiana Pipan et Dario Salerni, *Il sindacato come soggetto di equilibrio*, Milan 1975, pp. 92-124.

¹⁹ A. Pizzorno, « *Scambio politico e identità collettiva nel conflitto di classe* », in Colin Crouch et Alessandro Pizzorno, *Conflitti in Europa*, Milan 1977, pp. 407-33.

de la non-coopération mit les syndicats dans une position sans précédent pour représenter un large spectre de mécontentement au sein de la société. On les accusa d'avoir usurpé les fonctions propres au parti politique. Comme Vittorio Foa l'écrivait en 1969 : « Aujourd'hui avec la détérioration des institutions représentatives, les syndicats ont besoin de manière croissante d'un lien réel entre la société civile et la société politique »²⁰. Toutefois, les syndicats, à ce qu'il semble, étaient presque effrayés par leur nouveau pouvoir de mobilisation de la protestation. L'attentat à la bombe de la Piazza Fontana (attentat aveugle qui fit une 16 mortEs et plus de 80 blesséEs en décembre 1969 à Milan, le pouvoir l'attribua à l'extrême gauche et arrêta 400 activistes, un anarchiste fut tué dans un commissariat, on apprendra par la suite que ce sont des fascistes qui avaient posé la bombe dans le cadre d'une « stratégie de la tension » visant à pousser l'Italie vers un régime dictatorial, cet attentat marque le début des « années de plomb » marquée par un développement de la violence politique et de la lutte armée – Note du CATS) mit en relief les enjeux politiques impliqués par une action industrielle généralisée. En juillet 1970, ils perdirent leur courage, les confédérations révoquèrent une grève générale lorsque le gouvernement menaça de démissionner si elle avait lieu.

Les possibilités pour les syndicats de mobiliser la protestation étaient très considérables au début des années 1970, quand les mouvements sociaux bourgeonnants apparurent dans les écoles et les autres établissements éducatifs, dans les lotissements, les prisons et les usines. Les usines elles-mêmes n'étaient plus isolées au sein des quartiers environnants, mais connectées à eux par des réseaux associatifs (partis, groupes politiques, organisations de locataires et liaisons étudiantEs-travailleurs/euses). Les autres identités du/de la travailleur/euse (parent, locataire etc...) étaient mobilisées. De plus, il y avait une volonté de soutenir les autres groupes comme les sans domicile pauvres et les étudiantEs. À la base, les gens étaient préparés à utiliser leur pouvoir de perturbation, suivant l'exemple réussi de l'Automne Chaud.

La réponse des syndicats à ces développements était contradictoire. Ils voyaient des opportunités pour étendre leur influence dans la société et par conséquent renforcer leur pouvoir de négociation avec les institutions. Ils voulaient également avoir un rôle hégémonique sur les mouvements sociaux de manière à prévenir l'émergence de formes dangereuses de protestation, telles que les insurrections à Reggio Calabria en 1970 (une révolte populaire a lieu dans cette ville pauvre du Sud, entre l'été 1970 et le début de l'année 1971 suite à la décision de ne pas faire de Reggio Calabria la capitale régionale, les affrontements sont violents, il y a des morts, la région est occupée par des milliers de policiers anti-émeute – Note du CATS) qui, croyait-on, avaient été dirigées par les fascistes²¹. En même temps, il y avait de l'anxiété, spécialement dans les directions nationales, à propos de la promotion d'actions illégales et perturbatrices entreprises par la base. Cette oscillation peut être vue en relation avec les luttes sur le logement, les campagnes d'autoriduzione (autoréduction de prix) et le projet des 150 heures (expliqué plus loin – Note du CATS).

Les luttes sur le logement en Italie grandirent dans le contexte des mouvements d'étudiantEs et de travailleurs/euses (les premières grèves de loyers eurent lieu à Milan en janvier 1968), mais elles

²⁰ Vittorio Foa, « La frontiera politica del sindacato », *Problemi del Socialismo*, 39, 1969, p. 223.

²¹ La préoccupation pour maintenir l'ordre public était également une préoccupation pour promouvoir des conditions convenables pour l'activité syndicale. Les syndicats depuis la période de l'après-guerre craignaient le chaos social. Di Vittorio, secrétaire général de la CGIL avait dit : « Dans la mesure où les syndicats font ces gains – ils acquièrent ainsi un pouvoir et un prestige suffisant pour défendre les intérêts des travailleurs d'une manière libre et ordonnée... les soulèvements sanglants et les attaques terroristes... deviendront inutiles et disparaîtront de la scène sociale. Toute la société en bénéficiera ainsi, tout comme son degré de civilisation » ; cité par A. Pizzorno, « *Sull'azione politica dei sindacati* », p. 877.

n'occupèrent pas une place centrale dans les conflits sociaux avant 1974 quand l'inflation qui grimpait en flèche rendit important pour les syndicats de défendre le niveau de vie en dehors des usines. Toutefois, depuis 1970, à Milan, la protestation montait parmi les pauvres des quartiers centraux délabrés et dans les lotissements de l'arrière pays. Un des journaux de l'organisation des travailleurs/euses catholiques écrivait sur la condition critique de ces gens :

« Les contradictions de notre société sont là, devant nous. D'un côté, il y a les familles de travailleurs immigrants qui, dans la lutte pour la survie ont été jetées dans des situations de chômage, d'habitation dans des bidonvilles, de surpeuplement, de hauts loyers et dans les lagers (terme allemand désignant un camp de prisonniers, d'internement ou de concentration – Note du CATS) appelés « centres pour locataires expulsés ». D'un autre côté, les autorités construisent des palaces pour les riches dans des zones qui étaient autrefois ouvrières »²².

Des familles expulsées squattèrent des logements municipaux dans les lotissements à Gallarate. L'année suivante, des familles sans logis squattèrent des maisons Via Tibaldi, et furent engagées dans des confrontations dramatiques avec la police, impliquant des étudiantEs de la faculté d'architecture, des groupes politiques et la FIM-CISL. En avril 1971, après plusieurs expulsions de squats, un groupe de femme envahit le Palazzo Marini, la mairie, et lancèrent les fournitures par les fenêtres²³. En 1976 il y avait 1 500 squats de logements publics et 37 de logements privés²⁴.

Les actions de protestation sur le logement présentaient des problèmes spéciaux pour les syndicats. Premièrement, les protagonistes principaux/ales (« sous-prolétaires », agitateurs/rices étudiantEs, gens du Sud et femmes) avaient peu à faire avec les organisations traditionnelles de la classe ouvrière. En effet, ces dernières avaient eu tendance à discriminer les sous-prolétaires²⁵. Deuxièmement, les premiers organismes de locataires comme l'Union des Locataires (Unione Inquilini - UI) furent formés indépendamment des syndicats et ils privilégiaient les tactiques « mouvementistes » d'action directe. Troisièmement, les syndicats eux-mêmes étaient liés aux partis représentés dans les gouvernements locaux et les institutions comme l'IACP (l'autorité municipale gérant le logement). Certains éléments des syndicats se mirent en grève en soutien aux luttes sur le logement ; la FIM à Milan fut spécialement active dans la promotion de ce qui était vu comme une question élémentaire de justice sociale qui justifiait le défi des lois oppressives de la propriété. De manière similaire, de nombreux conseils d'usines sympathisaient. Ils adoptèrent les revendications de l'UI en faveur de loyers équivalents à 10% du salaire familial, pour une plus grande quantité de logements publics (à Milan ils représentaient 15% du total) et pour la réquisition des propriétés vacantes²⁶. La gauche syndicale faisait alors campagne pour la mise en place des conseils de zone (consigli di zona) pour rendre la représentation capable d'aller au delà des

²² Il Giornale dei Lavoratori, journal de l'ACLI, 23/24, 17 Juin 1971; cité in Mariella Moresco et Giordano Fornasier, « Lotte "spontanee" per la casa a Milano del 1945 al 1975 e loro rapporto con le istituzioni e le forze sociali », Tesi di Laurea, Università Cattolica del Sacro Cuore, Milano, Facoltà di Scienze Politiche, 1976, pp. 71-2.

²³ Ibid., pp. 44-86.

²⁴ Thomas Angotti, *Housing in Italy*, New York 1977, p. 53.

²⁵ L'histoire du mouvement ouvrier est également l'histoire de comment des groupes de travailleurs/euses se sont différenciés eux/elles mêmes des très pauvres dans la société, de comment les salariéEs se sont séparés des non salariés. Les syndicats et les partis à différents moments dans l'histoire italienne confirmèrent ces divisions, même quand ils parlaient en faveur de l'unité de classe. La fin des années 1960 et le début des années 1970 marquent un important moment de questionnement de la catégorie « classe ouvrière » telle qu'elle était définie par l'orthodoxie de gauche. Les catholiques radicaux/ales et l'extrême gauche découvraient le sous-prolétariat du Sud et du Nord, des prisons et des bidonvilles. Voir Commissione Carceri (Commission Prisons) di Lotta Continua, *Liberare tutti I dannati della terra*, Rome 1972.

²⁶ Mariella Moresco et Giordano Fornasier, « Lotte "spontanee" per la casa a Milano », pp. 86-7.

usines²⁷. Mais les directions nationales préférèrent les traditionnelles grèves générales et manifestations à la poursuite de réformes du logement, puisqu'elles leur avaient donné un plus grand contrôle central et servi à appliquer une pression sur les gouvernements. À Milan, la CGIL répondit aux luttes sur le logement en créant le SUNIA, un syndicat de locataires, et, pour garder le rythme, la CISL en fit autant. Ces organisations agissaient comme des avocates et des négociatrices pour le locataire individuel et comme mobilisatrices de campagnes. En cas de squats de logements publics, ils s'opposaient aux squateurs/euses au nom de celles et ceux qui auraient dû être locataires. De cette manière, les ressources des confédérations furent utilisées pour saper le mouvement de protestation et pour obtenir une participation dans les autorités locales à travers leur capacité à garantir l'ordre. Cette orientation fut renforcée en 1975 avec l'accession d'une municipalité de gauche à Milan et dans d'autres villes²⁸.

La campagne d'autoriduzione de 1974-75 créa des problèmes similaires pour les syndicats dans leur tentative de faire la médiation entre les institutions de l'État et le mouvement populaire de protestation. En plus de tout le reste, le non paiement, ou le paiement partiel, unilatéral des tickets de transport, des factures de gaz, d'électricité et de téléphone était illégal.

L'autoriduzione avaient une histoire récente, comme nous l'avons vu. Mais bien que le terme ait été créé par les travailleurs/euses de Pirelli, leur tactique de réduction de la production avait peu à voir avec ces nouveaux développements. L'autoriduzione était maintenant plus une activité de consommateurs/rices que de producteurs/rices. Les premiers exemples réels sont trouvés dans le refus sporadique et spontané de payer le prix du transport par les étudiantEs et les travailleurs/euses en 1968-69. Souvent les collecteurs de tickets permettaient aux manifestantEs de voyager sans payer, tandis que ces dernierEs se conduisaient comme si les trams et les bus leur appartenaient. En 1971, des jeunes gens de Milan imposèrent des réductions de prix à des concerts pops en menaçant de saboter les performances²⁹. Cependant, elle requérait l'activité des déléguéEs du conseil d'usine et des comités de zones (consigli di zona) pour fournir la colonne vertébrale à la résistance aux hausses des tarifs de transport et à celle des prix de l'électricité, du gaz et du téléphone en 1974-75.

Les travailleurs/euses de la mécanique et leurs syndicats, spécialement à Turin, d'où le mouvement était originaire, étaient en tête des protagonistes. Les déléguéEs émettaient des tickets à des tarifs réduits pour les bus privés et créaient des organisations pour collecter le nom de celles et ceux qui s'engageaient à refuser les augmentations sur les autres factures. Bien que les syndicats à un niveau national s'opposaient à l'extension des protestations, ou les utilisaient avec précaution comme une tactique pour mettre sous pression le gouvernement et les autorités locales, plutôt que de les encourager comme un nouvel art d'action populaire, c'était d'un syndicalisme basé sur les usines que le mouvement tirait sa force³⁰. L'objectif avoué de l'autoriduzione était de défendre les gains de l'Automne Chaud contre les effets de l'inflation. Dans le processus, des groupes de travailleurs/euses poussaient les syndicats à agir comme des partis politiques et à légitimer des formes illégales de lutte, et par conséquent à encourager la désobéissance civile par d'autres groupes sociaux³¹. Tandis que les adversaires naturels des syndicats

²⁷ *Quaderni del Centro Operaio*, Consigli di zona, Rome 1974.

²⁸ Mariella Moresco and Giordano Fornasier, « *Lotte "spontanee" per la casa a Milano* », pp. 178-90.

²⁹ Lotta Continua, 26 Juin 1971.

³⁰ Eddy Cherki et Michael Wieviorka, « Autoreduction Movements in Turin », *Semiotext(e)*, 3, 1980, pp. 72-80; Alemanni, Fergio et Ghedda, *Autoriduzione*, Milan 1975.

³¹ Les formes principales d'autoriduzione menées au milieu des années 1970 requéraient un haut degré de coordination, ce qui est une des raisons pour lesquelles l'engagement syndical fut si important. Toutefois, il y avait des cas d'autoriduzione dans le style « frapper et fuir » dans les supermarchés et les agitateurs/rices de la Gauche « théorisaient » ou fantasmaient sur les expropriations prolétariennes. Un tract fut trouvé, après un raid dans un

étaient les compagnies privées et publiques, la logique du nouveau tournant dans le conflit social faisait de l'État l'ennemi. Cependant, ce n'était pas une logique qui était acceptable pour les fédérations syndicales, et elle était seulement défendue par une petite minorité de travailleurs/euses proches des groupes extraparlimentaires. En effet, les campagnes d'autoréductions furent les dernières mobilisations significatives pour défendre les politiques d'action directe contre la tendance à remplacer la confrontation par le dialogue.

Le projet des 150 heures, qui fut incorporé au contrat des travailleurs/euses de la mécanique de 1973, diffère des exemples auparavant mentionnés de relation syndicale aux mouvements de protestation, en ceci qu'il ne se présentait pas directement comme une réponse à ceux-ci. L'anecdote veut que ce soit la femme française d'un leader syndical qui soit responsable de l'idée, qui donnait aux travailleurs/euses 150 heures d'études payées par an pour les aider à rattraper leur manque d'éducation (en d'autres termes pour avoir le diplôme de base du collège - terza media). Quelles qu'elles soient, les origines immédiates de la proposition, sa germination et sa forme particulière ne peuvent être comprises sans faire référence aux débats de 1968-69 sur l'accès des travailleurs/euses à l'éducation et aux critiques de l'école « depuis un point de vue ouvrier ». Des « utopies positives » (pour utiliser les mots de Vittorio Foa) telles que l'idée des « quatre heures de travail – quatre heures d'études » anticipaient le nouveau projet³². Le projet des 150 heures se voulait en partie une remise à niveau et en partie des « vacances culturelles ». Il était conçu pour permettre aux travailleurs/euses d'avoir un certificat (environ 80% des travailleurs/euses de la construction mécanique n'avaient pas la terza media) qui affectait la promotion. Mais il avait été conduit sous les auspices syndicaux plutôt que par l'État ou par les écoles privées. Ainsi les contenus des cours, les formes de pédagogie, la sélection des étudiantEs et la rémunération des enseignantEs a dépendu des syndicats. Les examinateurs/rices d'État, par exemple, avaient tacitement accepté le contrôle collectif.

La mise en œuvre du projet a mené à quelques remarquables expérimentations dans l'apprentissage et l'enseignement de groupe³³. Les protagonistes étudiantEs et ouvrierEs de 1968-69 furent réuniEs de nouveau dans la salle de classe. Des regroupements d'intellectuelLEs à Milan, provenant de la bibliothèque coopérative du Centre de Recherche sur le Mode de Production (Centro Ricerche sui Modi di Produzione), de la faculté de sciences politiques de l'Université d'État et de la librairie Calusca, canalisait de grandes énergies dans l'enseignement et la préparation de notes d'études pour les cours³⁴. Les travailleurs/euses se servaient de leurs propres expériences et de leur connaissance du processus de travail, des problèmes de santé etc., donc ces sessions impliquaient un échange entre les étudiantEs et les enseignantEs. Même si une partie de l'utopisme d'origine disparut, laissant place à des orientations

supermarché, qui disait : « Les biens que nous prenons sont à nous tout comme tout ce qui existe est à nous parce que nous l'avons produit à travers notre exploitation... Pas de la désobéissance civile... pas de la colère sous-prolétarienne mais l'embryon de la lutte politique contre l'exploitation, parallèle à celle dans l'usine », *Contro Informazione*, Novembre 1974. La pièce de Dario Fo « *Faut pas payer !* » commence avec une scène dans laquelle une femme au foyer de la classe ouvrière arrive à la maison après avoir fait ses courses sans avoir payé.

³² L'impact de la révolution culturelle et du militantisme d'usine sur le projet des 150 heures devient évident en le comparant avec la législation française qui était plus adaptée aux besoins de l'industrie qu'à ceux des travailleurs/euses et qui était dirigée par l'État.

³³ Danilo Giori et Gabriella Rossetti Pepe, « 150 ore - per una cultura di classe », *Classe 9*, 1973, pp. 67-88.

³⁴ Ces notes d'études comprenaient des extraits d'études sur le marché du travail, les tarifs à la pièce, l'histoire syndicale et d'autres sujets qui étaient étudiés par les sociologues radicaliséEs mentionnéEs au chapitre 4. Une introduction expliquait leur orientation politique : « L'usage des cours des 150 heures est d'une grande importance car il impliquera un grand nombre de travailleurs pour mettre en œuvre ce gain du contrat, permettant une croissance de masse dans la connaissance culturelle et politique de la classe ouvrière ». Elle mettait en garde contre la subordination des cours au « développement technologique capitaliste » ; Centro Ricerche sui Modi di Produzione, *Dispense su salari e inflazione*, 2, Milan 1974, p. 2.

instrumentales, le projet montrait la capacité des syndicats à interpréter et canaliser les forces de protestations au delà des confins de l'usine. Des secteurs des intellectuelLEs de la Nouvelle Gauche furent attirÉEs dans l'orbite des syndicats, qui agissaient comme leur nouveau « Prince »³⁵.

En 1973-74, les syndicats atteignirent l'apogée de leur influence et de leur prestige parmi les groupes sociaux exploités et opprimés et parmi les intellectuelLEs radicaux/ales. Plus que les partis de gauche, ils avaient réussi à renforcer les mouvements sociaux et à les diriger sans étouffer leur autonomie. Les syndicats avaient capitalisé sur l'opéraisme (qui dans les années 1960 avaient été profondément antisyndical) pour affirmer l'idée de la « centralité ouvrière » (*centralita operaia*) qu'ils prétendaient représenter. L'organisation des travailleurs/euses et les méthodes de lutte étaient devenues le modèle d'autres formes de mobilisation sociale (unions de locataires etc...). La création d'une « culture de la classe ouvrière » était devenu l'objectif des intellectuelLEs de gauche. Le projet des 150 heures symbolisait l'hégémonie des syndicats sur les agitateurs à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la classe ouvrière. Cependant, cette hégémonie était fragile et conjoncturelle. La crise économique et les changements dans les politiques des confédérations créèrent une nouvelle situation dans laquelle les syndicats perdirent leur rôle dirigeant au sein de la société civile.

Emilio Reyneri date le changement à partir de 1973 quand :

« La connection étroite entre les luttes d'usines sur les salaires et l'organisation du travail et les luttes dirigées vers les institutions, les politiques de plein emploi et le Sud fut rompue. Les syndicats firent pencher la balance de manière décisive en faveur des mesures politiques et économiques de long terme, juste comme ils l'avaient toujours fait dans des périodes de crise et de récession³⁶.

La conséquence de ceci fut que, durant les années suivantes, les syndicats furent bien plus guidés par les décisions des secrétariats centraux que par ce qui était discuté à la base. En d'autres termes, il y avait un retour aux pratiques du milieu des années 1960 ; les partis politiques s'affirmèrent de nouveau à tous les niveaux des organisations ; la consultation avec les institutions fut privilégiée sur la consultation de la base ; la démocratie interne se dessécha tandis que l'intolérance envers les désaccords augmenta. L'écart au sein de l'organisation, entre les directions et les membres ordinaires, fut grandement accentuée, et les intellectuelLEs proches des syndicats devinrent de plus en plus critiques³⁷.

Fournir un récit adéquat de l'institutionnalisation des syndicats à cette période requerrait des analyses sur comment la société italienne changea comme un tout. Cela signifierait regarder comment la conception de la centralité ouvrière devint de manière croissante anachronique avec la marginalisation de l'« ouvrier-masse » et la montée du chômage et du marché du « travail au noir ». Il serait nécessaire de retracer les

³⁵ Pour une analyse des syndicats comme « le prince » (référence à la figure politique du Prince chez Machiavel – Note du CATS) dans les yeux des sociologues italienNEs, voir Diana Pinto, « La sociologie dans l'Italie de l'après-guerre », p. 246. Les revues *Classe, Fabbrica e Stato* and *Inchiesta* en 1973-74 comportent beaucoup d'articles plein d'enthousiasme pour le projet des 150 heures. Un exemple: « Pour la première fois le principe d'éducation comme un droit en général a été introduit, non lié aux intérêts de la compagnie mais...comme une tentative de briser la séparation entre le travail et l'étude » *Fabbrica e Stato*, Juillet-Août, 1973, p.3

³⁶ Emilio Reyneri, « Il sindacato in Italia oggi », in *Il Mulino*, Juillet-Août 1977, p. 505.

³⁷ Voir les analyses du syndicalisme contemporain provenant d'Alessandro Pizzorno, Emilio Reyneri, Marino Regini, Ida Regalia et d'autres sociologues. Au sein des syndicats des opinions similaires étaient émises ; Bruno Manghi du FIM-CISL de Milan écrivait : « Aujourd'hui les syndicats traitent les institutions politiques comme si elles étaient sacrées. Un voile d'intouchabilité (un velo di intoccabilità) recouvre les corps locaux, le parlement, les partis, les régions etc... Il est difficile pour les syndicats, maintenant qu'ils ont été légitimés, de faire quoi que ce soit à part célébrer les institutions sans tenir compte de leur politique depuis qu'ils ont adopté un rôle statique et limité au sein du système politique » ; Bruno Manghi, *Declinare Crescendo*, Bologne 1977, p. 31.

balancements électoraux du PCI au cours des élections de 1975 et 76, et le remplacement du syndicat par le parti comme étant le prince moderne³⁸. Mais les limitations d'espace signifient qu'il est seulement possible de noter ici comment les syndicats ont cessé de représenter au milieu des années 1970 un plus large spectre de protestation sociale et de mouvements sociaux. Dans la partie IV ce changement est regardé à travers les mouvements de groupes sociaux, les femmes et les jeunes en particulier, qui se trouvaient eux-mêmes exclus du monde, culturel aussi bien que socio-économique, habité par les syndicats. Mais ce qui apparaissait dans les années 1970 comme la redéfinition du rôle des syndicats dans la société peut aussi être vu comme la fin d'une ère dans laquelle le mouvement ouvrier façonnait toutes les formes de conflit social et de protestation. L'institutionnalisation est un concept trop limité pour pouvoir rendre compte de ce tournant historique.

Reproduit ici avec l'aimable autorisation de l'auteur. Numérisé pour libcom.org par Linda Towlson.

³⁸ Vittorio Foa écrivait: « L'approche des communistes envers l'aire du gouvernement invite le peuple à penser que la politique est « aux commandes » (al posto di commando), non en terme de conflit de classe mais en terme de médiation et de gestion de la société... Les mêmes structures de conseils... permettent au peuple d'imaginer une transition depuis le travailleur salarié vers le producteur... c'est-à-dire une transition depuis un capitalisme traditionnel vers un capitalisme avec une participation des travailleurs » ; V. Foa, « *Il sindacato di fronte alla transizione* », p. 172.